

Crise systémique du capitalisme des marchés financiers : scénarios, conflits, projets concurrents

Institut d'analyse des sociétés (Fondation Rosa Luxemburg, Allemagne)

Avec la collaboration de Lutz Brangsch, Michael Brie, Mario Candeias, Erhard Crome, Judith Dellheim, Ralf Ehlert, Markus Euskirchen, Conny Hildebrandt, Christina Kaindl, Dieter Klein, Tazio Müller, Rainer Rilling, Florian Wilde et Fanny Zeise.

Observation préliminaire

Alors que l'on vient à peine d'annoncer la présence d'une « relance de grande envergure », les élites dominantes doivent déjà renoncer à leurs vacances bien méritées ! Toute « solution », à peine élaborée et annoncée, destinée à résoudre la récente crise, tombe en désuétude quelques jours ou quelques semaines plus tard. On ne constate pas d'accalmie, ni sur les marchés, ni chez les citoyens frappés par la crise. La déstabilisation émerge simultanément de l'économie et de la société. La simultanéité entre les événements que constituent les tentatives fébriles d'imposer de nouveaux programmes d'économies en Italie et en France, les protestations contre les mesures d'austérité en Angleterre, la famine en Afrique de l'Est et la controverse interminable au sujet de Stuttgart 21, n'est pas le fruit du hasard. Après le désaveu généralisé du néolibéralisme en 2008, la suspicion envers le capitalisme qui s'étend jusqu'aux rubriques littéraires de la bourgeoisie, le traitement actuel de la crise n'a pas affaibli les fractions néolibérales, mais les a plutôt renforcées. En effet, le traitement appliqué jusqu'alors à la crise a eu pour effet de stabiliser le néolibéralisme, de le placer d'autorité sur un nouveau socle, lequel est instable et conflictuel. D'autres solutions plus réformatrices en matière sociale et écologique ont été tout d'abord exclues. Cet état des choses place les différents groupes de la gauche devant des défis totalement nouveaux. Au cours de l'été, *l'Institut d'analyse des sociétés* de la Fondation Rosa Luxemburg a

élaboré une analyse approfondie de ces évolutions. Le présent article est une version très abrégée de ce document.

Thèse 1 : La crise actuelle est une crise du régime d'accumulation et du mode de régulation du capitalisme néolibéral basé sur les marchés financiers.

Toutes les tentatives de continuer sans rien changer échouent actuellement, malgré l'art consommé des élites dominantes à traiter les crises – dont elles ont fait preuve en 2008 et 2009. La cause de cela réside dans les propres limites du capitalisme financier. Son accumulation est largement tributaire de la finance. La recherche de nouvelles possibilités de valorisations et l'affinement constant des instruments financiers n'ont pas pu empêcher que, sous l'effet propulsif d'une redistribution vers le haut, des sommes de plus en plus importantes s'accumulent en l'absence de toutes possibilités de valorisation. Les investissements financiers paraissent plus porteurs de profits et, de ce fait, ont stimulé la spéculation – laquelle a entraîné la formation de bulles dans l'immobilier, le crédit, les actions boursières et les produits technologiques.

La situation stratégique à long terme est marquée par le fait que, placée à l'intérieur d'une crise systémique du capitalisme financier néolibéral, la gauche doit agir. Il en résulte qu'à nouveau, et pour la première fois depuis longtemps, des décisions sur l'orientation – venant d'en haut et aussi d'en bas sont à l'ordre du jour.

Thèse 2 : La période la plus récente de la crise systémique est caractérisée par la contradiction non résolue entre d'une part les limites du capitalisme néolibéral financier et d'autre part les tentatives acharnées faites pour le stabiliser.

L'hypothèse de base de l'*Institut d'analyse des sociétés*, à savoir que la crise économique et financière de 2007/2009 fait partie de la crise systémique du capitalisme néolibéral financier, s'est confirmée. Une telle crise est marquée par le fait que le régime d'accumulation en vigueur jusqu'alors a atteint ses limites et qu'une sécurisation stable n'est pas possible sans la restructuration fondamentale du mode de régulation. À cause des difficultés inhérentes à une telle restructuration une crise systémique se met en place, sous la forme d'un cycle composé d'une chaîne de crises économiques, sociales et politiques, plus ou moins importantes. Dans chacune de ces crises partielles des stratégies contradictoires s'entrechoquent. Des solutions *ad hoc* et des approches à long terme sont expérimentées et combinées. Au cours de la première vague de la crise en 2008/2009 se sont accumulés les éléments d'une deuxième crise plus grave.

Thèse 3 : La première vague du traitement de la crise a stabilisé et aggravé les déséquilibres.

La première vague du traitement de la crise a été marquée par des éléments fortement (néo) corporatistes, une coopération internationale relativement

étroite et un interventionnisme d'État. L'objectif était d'obtenir à tout prix une stabilisation à court terme. En Allemagne et dans beaucoup d'autres pays, la phase brève, corporatiste, a été marquée par la combinaison entre l'incitation de la demande (prime à la casse), la sécurisation de certains emplois (régulation du travail de courte durée) et le renforcement du secteur financier et productif. La position déterminante des marchés financiers n'a pas été affectée ; les agences de notation et le FMI ont repris le pouvoir. Dans le même temps, le gouvernement allemand est devenu le plus important centre et agent de la « consolidation » néolibérale au sein de l'UE. Dans toute l'Europe des politiques d'austérité sont imposées – un *néolibéralisme autoritaire*. Dans la crise, les rapports de force se sont à nouveau déplacés nettement en faveur des supports du capitalisme financier. En outre, c'est précisément dans l'Union européenne que sont renforcées les contraintes institutionnelles inhérentes à une politique néolibérale.

Thèse 4 : Les « gagnants et les perdants » régionaux de la crise font partie d'un même ensemble.

La première crise dans la crise et la première vague de traitement de la crise ont des conséquences très différentes selon les pays. Les pays qui doivent leur croissance des années passées en grande partie à l'endettement et à la spéculation sont particulièrement touchés. En font partie les États-Unis et, dans l'Union européenne, surtout l'Espagne, l'Irlande, la Grèce, etc. En revanche et à l'inverse, les pays et régions qui, par l'expansion de leurs capacités exportatrices, sont devenus les créanciers au plan mondial et européen du capitalisme de dettes (la Chine, l'Allemagne, le Japon, la Suisse, une série de pays émergents) sont les « gagnants » relatifs ; mais leurs gains se maintiennent ou chutent en fonction de la stabilité des « perdants ». Ainsi la relance de l'Allemagne dépend de toute évidence de la sécurisation de la demande dans la zone Euro, aux États-Unis et en Chine. Parallèlement, ces « gains » actuels permettent de faire baisser le taux de chômage (officiel).

On a vu apparaître de fortes contradictions intra-européennes que, jusqu'à présent, la gauche n'est pas en mesure de traiter de manière solidaire.

Thèse 5 : La deuxième vague de traitement de la crise conduit à la restauration du néolibéralisme par des moyens autoritaires et à une intégration néolibérale plus poussée de l'Union européenne.

En Europe, les marchés financiers, le FMI et le gouvernement Merkel (en commun et en accord avec les gouvernements scandinaves, néerlandais et autrichien) misent sur une radicalisation des mesures politiques d'austérité, donc sur des coupes drastiques et, surtout, des privations très étendues. Lorsque des mesures tendant à améliorer les recettes y sont contenues, il s'agit

surtout d'augmentations de la TVA. Elles ont eu pour effet de susciter de nombreuses protestations, allant de la Grèce à l'Espagne et jusqu'en Grande-Bretagne, qui toutefois sont restées sans résultats concrets jusqu'à présent.

Ceci étant, pour le Gouvernement fédéral, l'implication de l'UE n'est même plus une valeur en soi : elle est la condition préalable à une nouvelle stature mondiale de l'Allemagne s'appuyant sur sa forte position dans le commerce planétaire ou, en d'autres termes, la domination de l'Allemagne au sein de l'UE est la base de son expansion dans le commerce mondial. Lorsque les principes néolibéraux sont en crise, le champion de l'export devient leur protecteur.

La gauche est confrontée à la puissance renforcée et à la dangerosité du néolibéralisme et a besoin de son propre projet autonome pour une intégration européenne alternative.

Thèse 6 : L'insécurité va grandir – y compris pour le modèle allemand, exportateur. Différents scénarios de la crise systémique sont possibles : assez probablement ils prendront la forme d'une suite de crises partielles, mais peut-être aussi celle d'effondrements de parties du système.

Le succès immédiat des politiques néolibérales de crise a tissé la nasse de la nouvelle crise actuelle.

Dans cette situation on doit s'attendre à l'un des trois scénarios économiques suivants :

a. Il est possible que la demande mondiale, malgré un recul, ne souffre pas d'un effondrement profond. Dans ce cas, les succès allemands à l'exportation pourront continuer, à une échelle plus réduite, d'assurer la croissance en Allemagne sans nécessiter un changement de modèle. Si besoin est, des évolutions modestes et graduelles en vue d'un tournant énergétique et d'une modernisation écologique seront engagées.

b. On peut aussi imaginer que la conjoncture stagne (allant jusqu'à la stagflation) et que se stabilise une tendance à long terme vers une croissance nulle. Cela entraînerait, pour sécuriser les systèmes sociaux et les budgets étatiques, d'une part des conflits très durs affectant la redistribution (sur les impôts, les prestations sociales, les salaires et les conditions de travail) et d'autre part l'application de mesures écologiques.

c. Nous estimons qu'il est relativement probable, vu les déséquilibres multiples et la suraccumulation financière en cours de rétablissement, qu'il se produise un autre *crash* économique et financier de grande ampleur. Les grandes crises et les transformations respectives, à l'intérieur du capitalisme, connaissent une succession de ruptures et s'étendent sur des années.

La gauche doit s'adapter à une situation de grande insécurité, à des attaques sévères et à la répression et se préparer à des changements rapides de posture tactique.

Thèse 7 : La crise actuelle présente quatre dimensions fondamentales ; elle concerne la cohésion sociale, la reproduction des bases sociales et naturelles de la vie, l'exercice du pouvoir et la garantie de la sécurité.

Une crise de l'intégration : Premièrement, le pouvoir d'intégration des pays, des régions et aussi de la société mondiale a diminué de manière drastique. L'inégalité et l'injustice, ainsi que la division et l'exclusion submergent les sociétés. Au lieu d'appliquer les principes les plus élémentaires de coopération solidaire, on accorde la primauté à la concurrence entre les lieux de production et d'extraction des ressources, ainsi qu'à la polarisation culturelle et sociale. Les groupes situés aux échelons les plus bas de la société mondiale et des sociétés nationales se voient largués, sans espoir.

Crise de la reproduction : Deuxièmement, l'accumulation des fortunes explose, mais l'investissement dans les fondements sociaux, culturels et naturels n'a pas suivi. Il s'agit d'une crise qui affecte la société et aussi la nature. La raréfaction des ressources et la pollution de l'atmosphère par des gaz nocifs pour le climat présentent désormais un caractère irréversible. Le cycle croissance / exploitation des ressources / maximisation de la consommation reste indemne de toute rupture.

Crise de la légitimité et de la démocratie : La brèche entre la société et les institutions établies s'élargit constamment. Il devient visible que ces dernières sont corrompues, au service d'intérêts minoritaires des privilégiés et des dominants, dysfonctionnelles, nocives ou simplement inaptés à satisfaire les besoins réels de grandes parties de la population. Cela concerne aussi la gauche institutionnalisée. Au-delà de certains objectifs très limités, les syndicats et les partis de gauche ne sont guère perçus comme détenteurs d'un pouvoir social et acteurs d'une restructuration solidaire. C'est la raison pour laquelle surgissent des mouvements protestataires qui sont à peine, voire pas du tout, liés à la gauche institutionnalisée et qu'une nouvelle droite, ancrée dans la société, est en nette progression.

Crise de la sécurité : Dans ce contexte, ce qui décline est en partie la capacité et en partie l'intérêt à choisir des formes citoyennes pour résoudre les conflits. D'une part ces formes sont jugées inefficaces, d'autre part la nature antagoniste des conflits est jugée relever du fondamentalisme (au plan international et de plus en plus à l'intérieur même des sociétés), comme étant une « lutte entre les cultures ». Une politique extérieure interventionniste, des stratégies mondiales pour sécuriser des sphères d'influence et un armement massif de certains mouvements (anti-)terroristes et de certains gangs régionaux, telle est la première face de la médaille. L'autre face est constituée par la surveillance interne de la société (d'ordre étatique et aussi privé), par le développement de formes répressives du contrôle des citoyens et la (contre-)violence.

Thèse 8 : On va assister à une multiplication des conflits.

On doit s'attendre à ce que la crise continue d'enfler et que d'autres paquets de sauvetage pesant des milliards et des coupes sociales viennent marquer le climat politique en Europe (et aux États-Unis). En cas de nouvelle crise économique et financière, on peut se demander si les États impliqués réussiront un fois encore à mobiliser plusieurs milliards de dollars ou d'euros pour empêcher une dépression. Une réactivation des conflits autour d'une nouvelle régulation des marchés financiers et des coûts de la crise semble inévitable.

Thèse 9 : Les dominants tenteront de traiter la crise de manière stratégique. Pour ce faire, quatre concepts différents sont en concurrence : celui du néolibéralisme autoritaire renforcé, celui du capitalisme vert, celui de la nouvelle droite et celui du New Deal vert.

Ceux qui exercent le véritable « management » de la crise agissent, à l'intérieur du cadre néolibéral, en fonction de chaque situation, des pouvoirs en présence et de la rapidité des solutions envisagées. Etant donné que les causes de la crise persistent, mais que la capacité à lui appliquer un traitement corporatiste, financé par l'endettement des États, se trouve nettement affaiblie, il faut supposer que, à moyen terme, la stratégie du néolibéralisme autoritaire sera mise en question à l'intérieur du bloc dominant, ainsi qu'à l'extérieur (par la société civile, les syndicats, les mouvements sociaux). Dans la mesure où les tripatouillages habituels ne seraient pas couronnés de succès, l'option la plus probable sera ou bien de combiner plus étroitement le néolibéralisme autoritaire et la nouvelle droite ou bien de moderniser le capitalisme vert. Les deux voies peuvent s'appuyer alternativement l'une sur l'autre.

Stratégie du néolibéralisme autoritaire (poursuite de l'orientation sur une base inchangée)

Les cercles dominants tentent actuellement de réduire les menaces d'instabilité à l'intérieur des structures existantes. Il s'agit d'une *restauration d'un néolibéralisme autoritaire* qui, pour s'opposer à la crise (comme lors des grandes crises antérieures), a recours à une intensification des anciens mécanismes de régulation : financiarisation, mesures autoritaires de restriction, privatisation, flexibilisation, précarisation, dé-démocratisation. Il est vrai qu'en Allemagne certaines prestations sociales essentielles sont maintenues ; toutefois elles sont accordées de manière encore plus sélective et répressive. Combinées à des améliorations sociales, partielles et marginales et à des déclarations symboliques de reconnaissance, la contrainte apparaît plus ouvertement derrière le consensus défaillant. Au plan international, c'est une politique de classe qui est mise en œuvre en faveur des fortunés et des groupes transnationaux orientés vers l'exportation. Le modèle à suivre est celui du marché libre mondial

et de l'individu agissant en entrepreneur de sa propre force de travail et de sa propre subsistance. Pour autant que la conjoncture le permet, dans certains pays des concessions sont faites, même au plan social, tandis que dans d'autres la population est confrontée à des réductions des avantages sociaux d'une ampleur inconnue jusqu'alors.

Le point fort de cette stratégie de poursuite de l'orientation sur une base inchangée est son profond ancrage dans les élites politiques et économiques au pouvoir et dans les appareils idéologiques et les institutions. Aussi longtemps que le pouvoir régnant lui-même n'est pas directement menacé, cette position ne fera l'objet d'aucune attaque sérieuse issue du bloc au pouvoir lui-même. C'est la raison pour laquelle domine un tripatouillage qui doit faire de plus en plus appel à des moyens autoritaires et répressifs.

Le point faible de cette stratégie est, premièrement, le fait qu'elle est obligée de modérer de manière très précise – au moins partiellement – la force de propulsion du régime d'accumulation activé par les marchés financiers. Elle est incapable de faire sérieusement appel à d'autres ressources, ni au moyen d'une augmentation importante de l'endettement des États, ni au moyen d'un endettement des classes inférieures de la société. Et deuxièmement, le fait qu'elle n'a pas de base de masse stable, car elle a de moins en moins à offrir à des cercles de plus en plus larges de la population. C'est pourquoi beaucoup de gens se tournent vers la nouvelle droite.

La nouvelle droite (poursuite de l'orientation sur une base rétrécie)

Aux États-Unis et dans beaucoup de pays de l'Union européenne se constitue une nouvelle droite qui se saisit des intérêts et des valeurs (performance, ordre, reconnaissance) des couches moyennes menacées, composées de salariés et travailleurs indépendants. Elle les intègre dans un projet de défense de leurs avantages individuels, de leur propre territoire, de leur propre culture, sur la base du néolibéralisme. La participation à ce projet est proposée aux groupes dominés. Dans le même temps, les droits civiques et les droits de l'Homme sont restreints et totalement refusés à certains membres de la société (aux « illégaux », « criminels », « terroristes », « islamistes », etc.) ; la décivilisation se développe. On parvient à la construction de « sociétés forteresses » présentant des éléments totalitaires. Ségrégations et exclusions à l'intérieur de la société et, à l'égard de l'extérieur, concentration sur des « intérêts nationaux » à court terme – une combinaison sélective entre protectionnisme et libre circulation des capitaux sont les éléments de ce projet.

Dans l'UE, la poursuite de cette stratégie diviserait l'Europe en deux, un centre et une périphérie. L'étanchéité des frontières extérieures deviendrait encore plus drastique. Cette stratégie assure la présence d'une base de masse dans les centres des élites du capitalisme financier et, surtout, permet de ren-

forcer leurs propres positions de pouvoir régional. Mais cela s'effectuerait sur une base limitée, voire même rétrécie, et n'ouvrirait pas de nouveaux terrains à l'accumulation. En revanche, cela pourrait ouvrir la voie de transition vers un « capitalisme vert ».

Le « capitalisme vert » (changement d'orientation sur une base modifiée)

Depuis longtemps déjà, la modernisation écologique et le développement des énergies renouvelables font partie des options en faveur du renouvellement des bases technologiques et de l'accès à de nouvelles sources d'accumulation. La révolution informationnelle et communicationnelle, ainsi que celle des transports au cours des trente dernières années, doit être accompagnée d'une révolution de la production énergétique et des bases matérielles. Les bases capitalistes et bourgeoises de la société continuent d'évoluer (« se révolutionner ») et en même temps les structures de domination sont maintenues. Les dominés restent dans une large mesure des objets passifs de cette évolution. Certains intérêts prédéterminés sont intégrés dans le bloc dominant. Certaines parties des groupes qui dirigent les mouvements protestataires y sont incorporées.

Une telle stratégie exige une modification du mode de régulation. L'élargissement massif de l'accumulation dans les domaines concernés par une modernisation écologique n'est possible que si cela implique des projets politiques contraignants et réalisables, si des programmes promotionnels et d'investissement créent des incitations et offrent de la sécurité, et si, dans ces domaines, on suscite une demande ciblée. Des éléments de la théorie keynésienne de la régulation des marchés seraient alors accompagnés d'une régulation néolibérale, d'un élargissement des domaines de valorisation. Le capitalisme vert signifie simultanément poursuite du néolibéralisme et rupture. La poursuite et l'intensification d'une « accumulation par expropriation » (Harvey) dans le domaine des ressources naturelles - allant jusqu'à l'appropriation de terrains ou à l'individualisation de problèmes environnementaux (le « consommateur éclairé ») - tout comme le commerce des émissions de CO₂ et son extension témoignent de la continuation de la logique des marchés en matière de lutte contre les pollutions environnementales. Le but recherché n'est pas seulement de parvenir à une régulation limitée des marchés financiers, mais aussi et surtout de créer des instruments nouveaux.

Le point fort de cette stratégie se situe dans les domaines d'une nouvelle politique industrielle. Elle peut être capitalisée surtout par des pays orientés vers l'exportation, ayant une proportion élevée de biens d'investissements (l'Allemagne, le Japon et de plus en plus aussi la Chine), mais, en revanche, elle place d'autres pays sous une pression accrue. Elle crée de nouveaux terrains d'activité pour les parties des couches moyennes orientées vers les marchés et,

en même temps, menace les industries traditionnelles, sans offrir d'alternatives suffisantes. Elle est apte à s'accorder avec le néolibéralisme et n'exige que quelques modifications des institutions existantes, une adaptation des acteurs dominants (comme par exemple des grandes entreprises énergétiques), ainsi que l'intégration de nouveaux groupes.

Le capitalisme vert est un « capitalisme bâtard » qui combine des traits fortement contradictoires dans son mode de régulation et d'accumulation. Ce point faible du projet du capitalisme vert ouvre sur un « New Deal Vert » socio-libertaire.

Le New Deal Vert socio-libertaire (Changement d'orientation sur une base nouvelle)

Cette stratégie visant à modérer et à freiner le capital, défendue par des fractions de la classe moyenne de sensibilité écologique, contient une transformation socio-écologique qui s'accompagne d'une destruction massive du capital. Celle-ci concerne les secteurs les plus puissants du capital : les industries liées aux énergies fossiles, allant de l'extraction du pétrole à l'automobile. Or, ces secteurs ne sont pas homogènes, puisque les grandes industries énergétiques, chimiques ou de l'automobile, font elles-mêmes partie des plus importants investisseurs dans les technologies vertes. Une dévalorisation « contrôlée » et une destruction de l'ancien capital fixe deviendraient donc extrêmement difficiles.

Actuellement, les conditions politiques nécessaires à la mise en œuvre d'un tel mode de régulation et d'accumulation ne sont pas encore réunies, même si certaines bases conceptuelles importantes ont été créées et si cette option est promue par certains groupes d'experts influents. Pour cela, il serait nécessaire de former certaines parties des élites dominantes, ainsi que de disposer de puissantes forces antagonistes aptes à agir et ayant des objectifs clairs. À l'intérieur du bloc dominant, les élites des marchés financiers subiraient une importante perte d'influence, tandis que d'autres forces devraient choisir des orientations nouvelles. Cela exigerait des syndicats et des forces de gauche qu'ils combinent la défense claire et nette des intérêts immédiats à des stratégies de conversion.

Contrairement à l'après 1945, il est actuellement impossible de déclencher une spirale durable sur la base de la croissance du PIB et d'une élévation de la consommation privée. Ce qui doit augmenter très nettement, c'est la part des dépenses publiques consacrées aux services publics. La transformation structurelle recherchée exige des interventions profondes dans les droits de propriété privés. Une réelle écologisation est impossible sans dépasser la domination du profit et l'obligation de croissance, ainsi que la centralité accordée à la consommation et aux revenus. Un New Deal Vert ne peut pas être

un New Deal ancien simplement décoré d'un signal vert, mais il doit mettre en question les structures fondamentales du capitalisme lui-même sous peine d'entrer en contradiction profonde avec le tournant écologique requis.

Quel que soit le camp politique qui réussira, sous sa direction, à intégrer d'autres groupes dans une réorganisation du bloc au pouvoir, l'évolution vers un capitalisme vert est d'ores et déjà en cours. Or, en République fédérale, il est à noter que ceux qui se préparent à jouer un rôle dirigeant sont ceux qui, jusqu'alors, ont puissamment bloqué tout tournant énergétique : les oligopoles de la distribution d'électricité. On y favorise les solutions techniques et marchandes notamment à des projets de haute technologie comme DESERTEC, des parcs d'éoliennes *off-shore* géants, des réseaux monopolisés et – en dépit de tout – l'énergie nucléaire, sinon dans le pays mais comme produit d'exportation. Les industriels de l'automobile, promoteurs des énergies fossiles, misent sur des voitures électriques et de nouveaux comportements citoyens de voiturage partagé. Entreprises de transport, distributeurs d'électricité, sociétés de chemins de fer et entreprises municipales se font concurrence dans la construction des infrastructures requises. Dans le contexte des rapports de force dans la société actuelle et de l'approfondissement institutionnel de la politique fiscale et budgétaire néolibérale, la mise en place d'un New Deal Vert socio-libertaire est plutôt improbable – les chances plutôt du côté d'une évolution plus poussée du capitalisme vert, qui pourrait toutefois, sous la pression de forces sociales, de processus pédagogiques et de réussites expérimentales et du nouveau choc provoqué par la crise, aller vers un New Deal Vert.

Thèse 10 : Une politique réaliste radicale de transformation socio-écologique exige, en temps de crise, la double stratégie de développer des approches autonomes vers une société solidaire et vers un socialisme démocratique vert, ainsi que d'introduire de telles approches dans les combats actuels.

Avant toute chose, la gauche est appelée à apporter sa propre approche transformatrice pour résoudre la crise actuelle, sous la forme concrète de *projets de départ*.

Les projets centraux de restructuration devraient, avant tout, avoir pour but :

1. des conditions de travail solidaires,
2. le transfert vers des systèmes solidaires et antipauvreté de protection de base et de sécurisation du niveau de vie,
3. un tournant énergétique (dans la production et l'utilisation),
4. la démocratie participative dans l'économie, sur le plan local et dans toute la société,
5. un tournant vers le renouvellement démocratique, écologique et social de l'Union européenne et un ordre économique mondial solidaire.

Thèse 11 : La gauche doit se préparer à de durs combats défensifs, à des efforts pour maintenir et développer sa base institutionnelle et sociale et pour constituer une mosaïque de gauche renouvelée solidaire (en Allemagne, dans l'UE et au niveau mondial).

Le parti *die Linke* n'a pas réussi à tirer un avantage politique de la plus grande honte que le capitalisme financier ait subie depuis 80 ans. Au lieu de cela, sa position s'est rapidement détériorée autant dans son « camp » social – celui des pauvres et des exclus – que dans celui des couches moyennes. Dans le même temps, le mécontentement s'accroît. *En Europe et aux États-Unis les luttes sont de retour*, même si souvent elles sont peu organisées et qu'il existe toujours le danger que sans représentation elles ne puissent se faire entendre, ou qu'elles soient « récupérées » par des représentants douteux.

La gauche est placée devant la tâche d'articuler la vision d'une nouvelle civilisation porteuse d'un développement libre et solidaire à des projets immédiats concrets susceptibles de s'insérer dans les combats concrets.